

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

2^e Circonscription de Paris

Mouvement des Radicaux de Gauche Parti Socialiste

La Droite au Pouvoir

C'est l'austérité pour les salariés et les retraités, le chômage, la stagnation du commerce et de l'industrie, la fermeture des entreprises ; ce sont des charges excessives avec un formalisme tatillon pour les professions libérales, les petites entreprises et les travailleurs indépendants ; ce sont les rapatriés trompés.

C'est l'inflation qui ampute chaque année d'environ 10 % les économies des ménages, le franc dévalué chaque année par rapport au mark et au franc suisse, la spéculation immobilière avec ses scandales, l'environnement sacrifié.

C'est la liberté de l'information menacée par la concentration capitaliste des journaux (trust Hersant), l'indépendance de la justice en péril, la violence et l'insécurité dans le pays.

C'est une politique étrangère inexistante, le refus de faire de l'Europe une communauté indépendante et socialement avancée, une attitude injuste à l'égard d'Israël, le silence devant le drame libanais, l'incompréhension du tiers monde. C'est la France coupée en deux, c'est enfin **l'aventure** car Giscard ne pourra pas gouverner contre la moitié des Français, avec l'hostilité de Jacques Chirac, son concurrent aux élections de 1981.

L'Alternance

Les partis de gauche ont toujours reconnu que le Président de la République est élu pour sept ans. Celui-ci déclare que si la Gauche l'emporte, il la laissera gouverner.

Certes des frictions sont possibles entre un chef de gouvernement de Gauche et le chef de l'Etat, mais que serait-ce si la victoire de la Droite l'obligeait à prendre Chirac comme chef de gouvernement ?

Socialistes et Radicaux de Gauche constituent désormais la plus grande force du pays (28 à 30 % du corps électoral). Ils comprennent des hommes d'expérience qui ont une parfaite connaissance des dossiers. Leurs dirigeants, et notamment François Mitterrand et Robert Fabre, sauront faire preuve de rigueur et de fermeté. Ils ont un programme, c'est le Programme Commun de 1972 actualisé selon leurs propositions en fonction de l'évolution économique et sociale des cinq dernières années.

La Gauche au Pouvoir

Notre programme mettra fin à une politique d'austérité qui ne frappe que les salariés et les classes moyennes, et il soulagera les plus défavorisés. Les principales mesures, dont l'application commencera immédiatement, seront les suivantes :

- S.M.I.C. à 2.400 F.
- Majoration de 50 % des allocations familiales.
- Revenu minimum des personnes âgées porté progressivement à 80 % du S.M.I.C.

- Cinq semaines de congés payés.
- Réduction du chômage par une politique d'investissement, par la possibilité de la retraite à 60 ans, dans certains cas à 55 ans.
- Meilleure organisation des services publics (services sociaux, sportifs et culturels, Enseignement, hôpitaux, etc.).
- Relance de l'activité économique par l'augmentation du pouvoir d'achat.
- Facilités de crédit, allègement des charges fiscales, sociales et locatives de manière à assurer le développement des petites et moyennes entreprises tout en compensant la majoration des salaires.
- Réforme du financement de la Sécurité sociale, impôt sur les grandes fortunes (plus de 200 millions d'anciens francs).
- Egalisation des droits de la femme, pensions de réversion des veuves portées à 60 %.
- Juste indemnisation des rapatriés.
- Indexation de la petite épargne.
- Réformes de structure nécessaires au redressement de notre économie.
- Nationalisation des grandes institutions financières et de neuf groupes industriels pour permettre l'application d'une planification démocratique et incitative.

Nos propositions sont claires. L'échec de la Droite au pouvoir depuis vingt ans est patent. Pour changer cela, il faut commencer par changer les hommes.

Robert FABRE

François MITTERRAND

Pierre MENDÈS-FRANCE

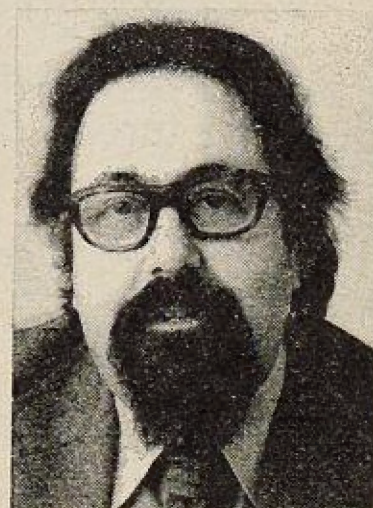
vous invitent à voter pour

François LUCHAIRE



François LUCHAIRE

Mouvement des Radicaux de Gauche
Professeur de droit public à l'Université de Paris 1
Officier de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre, Médaille de la résistance, Médaille des évadés
Candidat titulaire



Serge GOMEZ

Parti Socialiste
Avocat à la cour
Candidat suppléant

Vu le Candidat